

LA SITUATION DES BOLCHEVISTES.

L'incapacité manifestée par Youdenitch, Koltchak et Denikine, de remporter un succès définitif contre les bolchevistes, vient de consolider au moins pour quelque temps, le pouvoir des soviets.

M. Lloyd George, sans le dire précisément, a laissé croire que l'Entente pourrait s'aboucher avec les soviets et les convoquer dans une nouvelle conférence de Prinkipo. On n'est jamais sûr des intentions véritables de M. Lloyd George, car se sont les événements qui les provoquent et qui les modifient. On ne peut dire si M. Lloyd George a vraiment l'intention d'abandonner Denikine, ou bien s'il se borne à temporiser, en attendant une occasion meilleure de prêter aux ennemis du bolchevisme une aide qui, cette fois pourrait être décisive. La politique anglaise à l'égard de la Russie est influencé par ~~xx~~ diverses considérations.

L'Angleterre n'aime pas les révolutions, surtout les révolutions sociales. Si la révolution était triomphante, si elle prenait l'offensive au lieu de s'en tenir à la défensive, si elle devenait militante et envahissante, comme la fut la révolution française, nul doute que l'Angleterre retrouverait dans Lloyd George un nouveau William Pitt. Mais les bolchevistes ne sont pas les Jacobins; et les moujiks ne sont pas les soldats de l'an II; rien à craindre de la Russie à cet égard.

D'autre part l'esprit particulariste anglais répugne à toute immixtion dans les affaires intérieures d'un autre Etat à moins d'un intérêt immédiat et certain. L'Angleterre et la France ont prêté aux généraux russes commandant le débris de l'ancienne armée russe, une aide matérielle importante. Argent, canons, munitions étaient suffisants, si l'armée des volontaires avait été vraiment une armée de patriotes, si elle avait été animée d'une foi ardente. Mais on compte autant d'officiers de l'ancienne armée dans les troupes de Trotsky qu'il y en a dans celle de Denikine. Il y a une masse de fonctionnaires qui se sont ralliés au gouvernement des soviets. Et, d'autre part il semble qu'il y ait plus d'enthousiasme réformateur et révolutionnaire chez les bolcheviks, que de passion patriotique chez les soldats de Denikine.

Les journaux bolchevistes, comme la Pravda de Moscou, les Izvesta de Petrograd, qui recommencent à arriver à Paris, après une interruption de plusieurs mois, nous donnent des renseignements fort intéressants, même quand on peut les supposer tendancieux, sur l'existence que l'on mène dans ces deux capitales. Petrograd ne s'est pas sérieusement affrayée de la marche de Youdenitch il y a six semaines. On savait que les peuples baltiques et surtout la Finlande ne soutiendraient pas Youdenitch. Celui-ci ne pouvait réussir, avec sa faible armée, que par le soulèvement des partisans qu'il pouvait avoir dans Petrograd. Mais les adeptes du "Centre national" organisation patriotique hostile au bolchevisme, furent incapables d'un mouvement quelconque. Zinoviev commandait à Petrograd. A l'approche du danger il lança des appels aux ouvriers et les pertis menchevik (minoritaire) et social-révolutionnaire, généralement hostiles au bolchevisme, répondirent eux-mêmes à cet appel et manifestèrent leur volonté de lutter jusqu'au bout contre tout retour "du barin et du tsar".

"De deux choses l'une, dit-on au peuple, ou bien notre gouvernement des Soviets, que nous allons perfectionner d'ailleurs, ou bien le retour des gendarmes, des natchalniks, des barines, qui reprendront leurs terres, des officiers qui vous gifleront et enfin du tsar, qui demain recommencera la guerre pour reconquerir le Caucase, la Finlande, la Pologne etc... Placés devant ce dilemme, le paysan et surtout l'ouvrier russe n'hésitent pas; ils sont bolchévistes ou ils supportent le bolchevisme. Ils peuvent d'autant mieux supporter ce régime, qui paraîtrait odieux partout ailleurs que les quatre-cinquièmes d'entre eux vivent en paysans rustiques et moyens sur leur coin de terre, et que l'autre cinquième forme précisément l'armée et le gouvernement du bolchevisme et jouit des faveurs du régime.

En face de ce bolchévisme, terrible pour la petite minorité "bourgeoise" mais supportable et même avantageux pour les masses populaires, s'adresse le gouvernement de Koltchak, sévère et menaçant.

"Seule dit le Courrier gouvernemental de Koltchak, la dictature unipersonnelle et inflexible dans ses décisions est capable d'amener le pays à cet état d'ordre et de pacification, dans lequel il sera possible de transmettre le gouvernement à un pouvoir permanent, fixé par la loi et reconnu par tout le monde."

C'est la promesse d'un gouvernement autocratique et autoritaire. Les Russes ne peuvent ~~xxx~~ le concevoir que sous la forme du tsarisme restauré et ils n'en veulent plus! Sur ce terrain, la bataille est engagée entre les Rouges et les Blancs; elle peut durer longtemps encore.

Au point de vue des nationalités allogènes non-russes, le "Courrier gouvernemental" de Koltchak et le parti du "Centre national" semblent revenir également aux conceptions du tsarisme. Les nationalités doivent rentrer dans le giron de la Russie "une et indivisible". Sans doute, on accordera aux populations une large autonomie "provinciale" et une grande décentralisation administrative; mais l'Etat "panrusse" ne saurait être établi sur la base d'un régime fédératif, gangereux pour "L'intégrité de l'unité de la Russie"

Les gouvernements nationaux établis au Caucase et dans les pays baltiques savent parfaitement le sens de ces déclarations; c'est le refus de reconnaître l'indépendance de l'Esthonie, de la Lettonie, de la Lithuanie, de l'Ukraine, de la Georgie, de l'Azerbeïdjan et autres républiques caucasiennes.

L'un des premiers soins de Denikine fut, en effet, d'asservir deux de ces républiques et de contrarier l'organisation de la Georgie et de l'Azerbeïdjan.

Quant à l'Ukraine, on peut dire que les seules victoires décisives que remporta Denikine, furent livrées aux troupes de Petlioura, chef de l'Ukraine.

Les Etats caucasiens et baltiques font appel à l'Europe. Le 8 octobre dernier, les représentants de ces huit états ont remis une note à M. Clemenceau, demandant la reconnaissance de leur indépendance. La note étant restée sans réponse, les Etats Baltiques ont réuni une Conférence à Dorpat le 7 novembre. Ils ont décidé de s'entraider. La Pologne est en pourparlers avec eux. La Finlande leur est favorable. Déjà ils ont commencé à chasser les Allemands de Lettonie. Ils ont débloqué Riga, puis Mittau et la moitié de la Courlande. Depuis cinq mois les Allemands se moquent de l'Entente qui leur ordonne de quitter cette province. Le petit peuple letton exécute ce que l'entente n'a pu obtenir. Quand ils seront débarrassés des Allemands, les Etats baltiques parlementeront avec les bolcheviks. Alors ce sera la paix. Que deviendra Youdenitch sans l'appui des pays baltiques? Et Denikine sans l'aide des Alliés? L'avenir nous l'apprendra.

(e. s.) Georges BIENAIMÉ.

(L'EXPRESS 4-12-1919)

L'ANGLETERRE DEVANT LE BOLCHEVISME.

Tchatchérine, ministre des affaires étrangères de la République des Soviets, vient d'exprimer à l'envoyé spécial du "Sunday Express" la satisfaction que lui ont causée les derniers discours pacifiques de M. Lloyd George. "discours qui, dit-il, ont créé une profonde impression parmi les masses du peuple russe et qui sont de nature à permettre l'établissement d'une bonne entente entre les deux pays, comme le désire vivement le gouvernement des Soviets." Et voilà! C'est une invitation non déguisée à étendre les négociations de Copenhague. Le ministre bolchéviste félicite plus loin le premier britannique de s'être libéré de l'influence des hommes d'état français. On se rappelle que Mr. Lloyd George, à la Chambre des Communes, avait fait le compte des sacrifices que la Grande-Bretagne s'était imposés pour rétablir l'ordre en Russie et annoncé son intention de ne plus coopérer en Russie désormais à une tâche aussi lourde et aussi stérile. L'effort de l'Angleterre n'a pas été mince, il faut le reconnaître. Au commencement de novembre, elle avait déboursé pour venir en aide aux patriotes russes, 44 millions 1/2 livres sterling; elle leur avait fourni des munitions et des approvisionnements pour une valeur de environ 35 millions 1/2; à cela, sans compter l'entretien de ses officiers et soldats, est venue s'ajouter une contribution finale de 15 millions de livres. Il est donc compréhensible que l'Angleterre se montre lasse. Cependant, à la fin de Juillet, M. Winston Churchill déclarait: Je ne puis jamais me délivrer de l'anxiété que je ressens devant le danger d'une Russie hostile et d'une Allemagne avide de revanche, comprenant tous deux que leurs malheurs sont venus pour une large part de ce qu'elles étaient divisées et que leur fortune se rétablirait pour une large part si elles étaient unies... Il me semble que nous commettrions une faute funeste si nous supposions que la grande victoire gagnée au prix de tant de sacrifices et de peines peut maintenant, sans danger, être abandonner à elle-même, si nous supposions que toute notre population peut se désintéresser absolument des affaires de l'Europe et de la Russie entière, en les laissant cuire dans leurs jus." L'Angleterre a néanmoins laissé la Russie cuire dans son jus, au risque de précipiter l'Europe avec elle dans la fournaise. Elle a évacué Archangel, le Caucase et la Sibérie. Elle n'a plus en ce moment un soldat ni un officier en Russie. A-t-elle cédé à la pression des masses populaires par la voix de leurs chefs? La politique intérieure de l'Angleterre, en effet, est obligée de tenir compte de ce facteur. Mais ce n'est pas la seule raison. Ce doit être même la moins importante, car il ne faut pas oublier que la politique anglaise ne se montre jamais d'une si absolue correction que dans les circonstances mêmes où elle en tire des avantages immédiats ou à plus au moins longue échéance. Nous ne savons encore rien de bien précis sur les négociations engagées à Copenhague entre les délégués anglais et Litvinof, représentant de Lenine, ni même si celles-ci sont réellement engagées. Comme toujours nous n'en connaissons que les résultats, Mais il ne sera pas interdit de rechercher quelles raisons semblent orienter actuellement dans une autre direction la politique de l'Angleterre.

Parlant un jour avant M. Churchill, lord Robert Cecil ne s'était pas contenté de préconiser le retrait des troupes de Russie, il avait demandé de rechercher les moyens de conclure une trêve entre les "factions qui se font la guerre en Russie" en les laissant sur les territoires qu'elles occupaient en ce moment-là et en employant, au besoin, la force économique pour les y contraindre. En somme, c'était un conseil de recommencer l'essai avorté de Prinkipo et nous en voyons l'aboutissement dans les négociations entamées à Copenhague. L'Angleterre n'a jamais vu d'un

bon oeil la menaçante grandeur de l'empire russe. Elle ne trouvera plus une meilleure occasion de protéger son empire des Indes, de conserver les avantages qu'elle a su se ménager en Perse et en Mésopotamie, que dans le maintien du démembrement actuel de la Russie. Du golfe de Bothnie au Caucase, douze Etats ou candidats Etats sont nés de la décomposition de l'empire ~~xxxxx~~ des tsars: Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Russie Blanche, Pologne, Ukraine, Kouban, Nordcaucasie, Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie. Pourquoi l'Angleterre ne profiterait-elle pas de cette situation qui sert si bien à ses intérêts, alors que la conférence n'a vu nul inconvénient à ce qu'elle soit appliquée à l'Autriche?

Ce serait en effet, du point de vue anglais, d'une logique irréfutable. Mais comment concevoir, pour ne présenter que cette seule objection, l'existence d'une Russie privée de ses ports sur la Baltique et la Mer Noire et dans lesquelles elle a englouti des milliards de roubles. Et comment recouvrir les énormes capitaux que l'Europe y a engagés?

R.L. (Neptune du 2 décembre '19)

Le Journal de Liège du 5 décembre 1919 donne dans son article de fond sous le titre "Le Docteur Kramarcz et la Russie" une entrevue de celui-ci avec un correspondant du "Morning Post". L'article termine par les lignes suivantes:

"Enfin, le Morning Post du 1er décembre publie l'opinion de M. Alexinsky, ancien membre de la Douma, sur la situation dans la Russie méridionale; nous en extrayons le passage suivant: L'expérience allemande d'une Ukraine indépendante est arrivée à sa fin, par l'entrée des troupes galiciennes dans l'armée de Denikine. L'accord reconnaît l'Ukraine comme partie intégrante de la Russie, mais l'administration du régime du général Denikine ne doit pas intervenir dans ses affaires intérieures."

Si la nouvelles est exacte les opérations sur le front bolchéviste pourraient redevenir plus actives malgré la saison.

A.M.

LA LUTTE POUR L'UKRAINE.

IMPERIALISME ET BOLCHEVISME.

Le problème russe, si ardu déjà par lui-même, se trouve encore singulièrement compliqué par la question ukrainienne. Dans l'imbroglie ukrainien, une chose semble certain, c'est que le régime Soviétiste répugne au pays. En matière politique, les paysans de l'Ukraine montrent une grande méfiance pour toutes les innovations; les novateurs sont toujours suspects à leurs yeux et ils se tiennent en réserve même envers Petlura; socialement ils montrent de l'hostilité pour le communisme, mais si nous les considérons au point de vue national, ils sont en général assez indifférents. La bourraque révolutionnaire avait effrayé les plus modérés et renforcé les éléments conservateurs:

Les forces qui sont en présence en Ukraine sont celles de Denikine et de Petlura, mais ces dernières affrontent en outre celles de Petruszewicz le chef de l'ancien gouvernement ukrainien de Galicie Orientale. Or, ce qu'il y a de particulier dans cette situation c'est que plusieurs atamans commandent des bandes de francs-tireurs, qui ne veulent admettre aucune autorité, ce sont les descendants des fameux Cosaques d'Ukraine

dont parle Sienkiewicz.

On peut se figurer l'espèce de chaos dans lequel se débattent toutes les forcés qui sont en présence en Ukraine.

Petruszewicz a certainement pour lui quelques régiments ruthènes recrutés en Galicie orientale et commandés par des officiers austro-allemands; ce sont ces derniers qui excitent les ruthènes contre les Polonais. Par contre, Petlura ne peut compter que sur des formations de volontaires assez restreintes; cependant, il dépend de sa amabilité et de son ascendant personnel, de se faire obéir par les chefs des francs-tireurs, les Sokolowski, Nachno, Tintinnik, Algiel, Zeleny etc, qui disposent parfois de forces considérables. On comprend aisément que dans ces conditions, la lutte contre le bolchevisme se trouve singulièrement entravée. En attendant, les rouges étendent leur influence; un radio de Moscou annonçait il y a peu de jours que les rouges sont de nouveau à Kiew. D'autres dépêches annoncent l'arrivée sur le front d'Ukraine de forts détachements rouges prélevés en Sibirie. Restent les Polonais dont l'audacieuse avance a refoulé les bolchévistes au-delà du Dniéper. Pour empêcher un retour offensif des rouges, ils s'appêtent même à continuer leur marche en avant. Agiront-ils en qualités de mandataires de l'Entente? C'est possible. Toutefois, le journal le "Czas" (le Temps) de Cracovie remarque avec raison que l'armée polonaise ne peut opérer contre les bolchévistes d'une façon décisive, qu'à la condition d'être assurée contre toute surprise de la part des Allemands. Cette observation s'applique non seulement aux affaires ukrainiennes, mais, surtout, au front de la Dwina où l'action polonaise de grande envergure contre les rouges est gênée par la présence en Courlande, des restes des formations de von der Goltz et de von Lieven et est sérieusement menacée par la mainmise des Allemands sur la Lithuanie. On pourrait trouver parmi les éléments de gauche des gens qui croient naïvement à la tolérance des bolchévistes à l'égard des nationalités détachées de la Russie. Or, un article des "Izwiestia", journal officiel des Soviets, signés par le leader communiste bien connu Stieklow-Bakhaukès, dissipe définitivement les illusions à ce sujet.

Tout comme Koltchak ou Denikine, les bolchevistes aspirent à une Russie grande et indivisible, englobant presque tous les pays qui faisaient partie de la Russie des Romanof.

"On sait très bien, dit Stieklow-Bakhaukès que les capitalistes russes feraient volontiers toutes les concessions aux petites nationalités et couperaient sans regret la Russie en morceaux, pourvu qu'ils s'emparent de nouveau, du pouvoir sur les masses du peuple. Denikine est prêt à abandonner la Bessarabie à la Roumanie; la bourgeoisie russe ferait volontiers un pacte avec la Livonie, l'Esthonie, la Finlande etc. On n'ignore pas qu'à la suite de l'accord conclu par Koltchak avec les Etats-Unis et le Japon, ces derniers ont presque déjà envahi la Sibirie. Il est clair que notre contre-révolution est incapable de créer une Russie vraiment grande et puissante, et si toutefois elle y pense. Donc, ce n'est que notre programme qui peut amener le rétablissement d'une Russie unifiée et vraiment grande et une telle Russie ne pourrait être réalisée que grâce au développement et au renforcement du pouvoir soviétiste dans tous les pays détachés de l'ancien empire russe."

On ne peut pas être plus explicite. Le directeur des "Izwiestia" a donné une admirable et vraie formule de l'impérialisme bolchéviste, lequel, comme on le voit d'après cette formule même, ne se distingue en rien de l'impérialisme tsariste.

La "patrie communiste" tend à dominer, à assujettir toutes les petites nationalités, et à leur imposer, sous menace de guerre d'extermination, toutes les institutions du régime bolchévistes.

On peut en déduire que les offres de paix que Lenine aurait faites aux

petites nationalités, ne signifient pas autre chose que la suicide par persuasion de ces dernières, leur complète soumission et leur abdication devant le bolchevisme. Derrière les agissements de Lenine on reconnaît la politique germano bolcheviste, habilement dissimulée.

e.s. H.de Harry. (La Métropole 5-12-1919)

The Manchester Guardian du 5 décembre termine son article de fond, intitulé "La paix qui n'est pas une paix" par les lignes suivantes:

"Le bolchevisme ne peut pas être détruit par les armes et il n'y a plus de pays qui veut fournir plus longtemps un appui matériel pour la guerre contre les bolchéviks. La Russie est une collection de peuples, dont chacun désire son indépendance sur la base d'autonomie la plus étendue possible. Qu'on fasse une investigation dans leurs revendications et qu'on entame des pourparlers afin de déterminer leurs frontières, en les aidant à établir leurs gouvernements stables et en même temps en établissant des bonnes relations entre eux au point de vue politique et économique. La ruine de l'Autriche-Hongrie est principalement due à la négligence de pareils arrangements. Nous ne disons pas que cela soit facile, mais au moins cela vaut la peine et contient des espoirs. Evidemment, il faut reconnaître dès le début les faits clairs et parmi eux l'existence du gouvernement des Soviets comme le gouvernement "de facto" de la Russie du Nord. Les intérêts de la Russie même, dont le premier est la paix, doivent être reconnus comme le premier droit à considération. Peut-être qu'alors nous avancerons.

The Daily Telegraph du 5 décembre 1919 donne un extrait du débat de la Chambre des Communes du 4 décembre, intitulé: Les Alliés et la Russie"

" La conférence prochaine.

Le premier ministre a répondu hier à la Chambre des Communes à une série de questions sur la situation en Russie.

Le Colonel Wedgwood (Lab. Newcastle-under-Lyme) demandait au premier ministre s'il avait reçu une communication de Mr. O'Grady concernant les propositions de M. Litvinoff de lever le blocus et de permettre le libre commerce avec la Russie soviétiste et dans ce cas est ce qu'il voudrait aviser le Conseil Supérieur de considérer favorablement cette proposition?

Mr. Lloyd George : La réponse est négative.

Mr. Lloyd George informa le lieutenant Colonel Malone (C. L. Leyton E) que la conférence internationale future de traiter de la future de la Russie consisterait de représentants des mêmes puissances alliées et associées qui avaient constitué jusqu'ici la conférence de la paix. Le lieutenant Colonel W. Guinness (C. M. Bury St. Edmunds) demandait quelles démarches avaient été faites d'arranger la conférence proposée pour les solutions de la question russe et si en dehors des puissances alliées et associées pareille conférence inclurait les représentants de tous les états qui étaient autrefois une partie de l'empire russe, mais à l'exception des représentants de la République des Soviets.

Mr. Lloyd George : Je ne puis rien ajouter au communiqué, que j'ai fait il y a quinze jours, excepté que rien n'a été fixé jusqu'ici concernant la date de la conférence.

Mr. Billing: Est-ce que la conférence aura lieu à Londres?

Pas de réponse,
